Informations de base

2020/2784(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur la situation humanitaire au Mozambique **Subject** 6.10.04 Situation politique des pays-tiers, conflits régionaux et locaux 6.50 Aide d'urgence, alimentaire, humanitaire, aux réfugiés, Réserve d'aide d'urgence **Zone géographique** Mozambique	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
17/09/2020	Décision du Parlement	T9-0235/2020	Résumé
17/09/2020	Débat en plénière		
17/09/2020	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2020/2784(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B9-0285/2020	17/09/2020	
Proposition de résolution		B9-0299/2020	17/09/2020	
Proposition de résolution		B9-0300/2020	17/09/2020	
Proposition de résolution		B9-0301/2020	17/09/2020	
Proposition de résolution		B9-0302/2020	17/09/2020	
Proposition de résolution		B9-0303/2020	17/09/2020	
Proposition de résolution		B9-0304/2020	17/09/2020	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0235/2020	17/09/2020	Résumé

Résolution sur la situation humanitaire au Mozambique

2020/2784(RSP) - 17/09/2020 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 616 voix pour, 13 contre et 57 abstentions, une résolution sur la situation humanitaire au Mozambique.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE et ECR.

Protéger les personnes et prévenir la rébellion islamiste

Les députés se sont déclarés vivement préoccupés de la dégradation de la situation sécuritaire dans le nord du Mozambique, notamment dans la province de Cabo Delgado où le groupe terroriste Al-Chabab, qui serait lié au groupe armé se faisant appeler «État islamique de la province d'Afrique centrale», a commis depuis octobre 2017 plus de 500 attentats violents tuant plus de 1.500 personnes, causant le déplacement de plus de 250.000 individus et conduisant plus de 700.000 personnes à avoir besoin d'aide.

Le Parlement a souligné que les problèmes sécuritaires actuels aggravent encore une situation humanitaire déjà extrêmement fragile, du fait du retard de développement considérable, des chocs climatiques et des conflits. Il a invité les autorités mozambicaines de prendre des mesures concrètes afin de prévenir la rébellion islamiste et de protéger tous les habitants de la province de Cabo Delgado, soulignant que, si la rébellion n'était pas arrêtée, elle pourrait s'étendre aux pays voisins, menaçant la stabilité régionale comme cela a déjà été le cas au Sahel ou dans la Corne de l'Afrique.

Les députés ont signalé au gouvernement mozambicain qu'il lui incombe de traduire en justice, dans le cadre de procès équitables, toutes les personnes soupçonnées de mener une activité terroriste et de lancer une enquête indépendante et impartiale sur le recours à la torture et les autres violations graves dont sont accusées ses forces de sécurité, ainsi que sur tous les cas présumés de vandalisme contre les médias d'information ou d' atteinte à la liberté d'expression.

Défense des droits de l'homme

Le Parlement a invité les autorités mozambicaines de veiller à la défense de la démocratie et des droits de l'homme, à la bonne gouvernance locale et au rétablissement effectif de l'état de droit dans le nord du Mozambique. Il a également insisté sur la nécessité d'éliminer certaines causes profondes du terrorisme, comme l'insécurité, la pauvreté, les violations des droits de l'homme, l'inégalité, l'exclusion, le chômage, la dégradation de l' environnement, la corruption et le détournement de fonds publics ainsi que l'impunité.

Au vu de la dégradation de la situation des personnes déplacées à l'intérieur du Mozambique, la résolution a demandé à l'Union européenne et à ses États membres de coopérer étroitement avec la communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) et ses États membres afin de résoudre la crise humanitaire qui ne cesse de s'aggraver dans la région et de mettre au point un plan d'action efficace.

Le Parlement a réaffirmé que l'Union européenne était prête à discuter avec le Mozambique afin de définir des options efficaces pour mettre en œuvre l'aide européenne, invitant le gouvernement mozambicain à se montrer plus ouvert à ce dialogue et à la coopération avec l'Union européenne et la CDAA. Il a demandé vice-président de la Commission/haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ainsi qu'aux États membres de l'Union européenne de continuer à suivre de près la situation et d'accroître leur soutien aux autorités nationales et régionales.